

4 9 FSU

Bulletin n° 92
Dec 2012 1,50€

Fédération Syndicale Unitaire du Val de Marne

SNASUB, SNCS, SNEP, SNEPAP, SNES, SNESUP, SNETAP, SNICS, SNPES-PJL,
SNPIEN, SNUAS-FP, SNU-CLIAS, SNUEP, SNUipp, SNUPDEN, UNATOS.

**Bonne année
à tous!**

7ème congrès départemental

Jeudi 31 janvier

Vendredi 1er février

Maison des syndicats de Créteil

**La FSU en campagne:
questionnaire**

**Construire
de nouvelles
mobilisations**

Sommaire

- 2 Edito
- 3 Congrès 2013
- 4 Secteur médico-socio-éducatif du CG94
- 5 Enquête FSU
- 9 SFR94
- 10 Résultats des votes

Rédaction:

Jean Amar
Catherine Anglesio
Hervé Heurtebize
Laurence Trublereau
Photos: Sonia Kourda
Tirage: Guy Malzac

E
D
T
O
R
A
L



Le projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école est paru. Si 60 000 emplois sont programmés, l'objectif affiché d'élever le niveau de qualification et de réduire les inégalités se heurte à la philosophie générale du texte, qui ne présente pas de réelles ruptures avec la politique éducative du précédent gouvernement: maintien d'un socle commun, et avec lui, le LPC et son corollaire, l'employabilité; rien sur les lycées, notamment sur les LP, comme si la démocratisation du système éducatif ne devait être pensée que de la maternelle au collège.

De nombreux sujets sont par ailleurs renvoyés à l'acte III de la décentralisation, comme le pilotage de la carte des formations professionnelles.

Mais comment refonder l'école quand le ministre affirme que nous devons contribuer à l'effort redistributif?

Le nouveau gouvernement vient de faire un cadeau de 20 milliards d'euros de crédit d'impôt au patronat, sans contrepartie. Comme ses prédécesseurs, il persiste dans une politique qui inflige l'austérité au plus grand nombre, quand les patrons du CAC40 voient la moyenne de leur salaire passer de 4 à 4,2 millions par an...

C'est dans ce contexte que va s'ouvrir le 7ème congrès de la FSU.

Notre responsabilité est engagée. Nous devons convaincre que d'autres choix économiques que celui de l'austérité sont possibles. Nous devons militer pour un autre partage des richesses, pour des services publics et des fonctions publiques rénovés et renforcés au service de toutes et de tous.

L'un des enjeux majeurs de ce congrès sera de réfléchir à la stratégie et à la conception du syndicalisme que nous voulons, porteur d'exigences de transformations sociales et de luttes contre les inégalités. Nous vous attendons nombreux.

Catherine Anglesio

Les agents du secteur médico-socio-éducatif du Conseil général du Val de Marne en colère, mais unis et mobilisés !

En un an, pas moins de quatre temps forts de mobilisations des agents du secteur médico-socio-éducatif (A.S.E., Action sociale, PMI) ont eu cours au Conseil général du Val de Marne. Leur but : exiger de l'exécutif départemental de prendre des mesures permettant à ce secteur de pouvoir remplir ses missions auprès des publics en difficulté et de répondre aux besoins sociaux de la population.

L'exécutif départemental dit partager les constats des agents et de notre syndicat. La crise économique et financière, les politiques nationales d'austérité, le désengagement de l'État, génèrent précarité et chômage de masse, paupérisation et surendettement, mal logement et sans domicile. Tout cela fragilise les liens intrafamiliaux, et renforce les inégalités d'accès aux droits pour tous et les inégalités territoriales.

Les alertes des agents et des organisations syndicales du Conseil général se sont succédées, portant sur l'amoindrissement de moyens, l'accélération de la dégradation des conditions de travail et l'altération du sens du travail social.

Malgré ces alertes, les agents, les syndicats se heurtaient à un refus d'ouvrir un quelconque espace de négociations, l'exécutif départemental se réfugiant derrière les contraintes financières et l'absence de marges de manœuvre, préférant tout au plus renvoyer à de simples décisions administratives.

Un mouvement de grève bien suivi

Aussi, le 20 novembre, sur la base d'une plate-forme revendicative conséquente, c'est à une mobilisation puissante et unitaire

-CGT-UGICT/CGT-CFDT-FSU - des agents de ce secteur que le Conseil général s'est trouvé confronté.

Ce mouvement de grève, alternant manifestations et assemblées générales, sur 4 jours consécutifs, a été suivi selon les services par 20 à 100 % d'agents (administratifs, de service, psychologues, travailleurs sociaux dont d'encadrement), avec de nombreux services fermés, ou en service minimum, du jamais vu depuis 1995. Il a enfin permis l'ouverture de négociations avec l'exécutif.

Et enfin l'ouverture de négociations

Une délégation représentant les différents services, fonctions et métiers du secteur, et les organisations syndicales a été reçue par l'exécutif départemental.

En préambule, la délégation a mis en avant la problématique du « nouveau management public», producteur de risques psycho-sociaux forts. Des avancées partielles ont été obtenues, portant sur le pourvoi rapide de postes vacants, le dégel de postes, des éléments d'organisation du travail, la mise en place de groupes de travail (effectif, rémunération, éthique du travail social...) et la création d'un observatoire des engagements, composé des représentants du personnel et de l'exécutif départemental.

L'ouverture d'un espace de négociation doit constituer pour nous un moyen de maintenir la mobilisation vigilante, sans laquelle les promesses et bonnes intentions resteront lettre morte !



Le service public,
on l'aime, on le fait avancer !

La Fonction publique, une charge ? Non une chance !

Prenez la parole !



Alors que nombre de concertations sont ouvertes, la FSU estime indispensable de donner la parole à tous les agents de la Fonction publique et des services publics.

Il nous revient de dire quelles sont aujourd'hui les priorités pour la Fonction publique et pour les personnels. Comment améliorer le fonctionnement des services ? Comment répondre mieux aux besoins de la population ? Comment améliorer les conditions de travail des personnels ?

Votre contribution est précieuse. Elle permettra à la FSU de porter encore plus haut et fort nos exigences pour faire avancer le service public !

Merci donc de prendre quelques instants pour donner votre avis.

You...

Permettez-nous de mieux vous connaître...

1 Sexe : Féminin Masculin

2 Âge :

3 Département d'exercice :

4 Profession par grandes catégories :

Veuillez sélectionner une seule des propositions suivantes :

- enseignants
- administratifs
- techniciens
- professions éducatives
- professions sociales et de santé

5 Catégorie :

Veuillez sélectionner une seule des propositions suivantes :

- catégorie A
- catégorie B
- catégorie C

6 Connaissez-vous le syndicat FSU de votre secteur d'activité ?

Oui Non

7 Si oui, indiquez son nom :

LA FONCTION PUBLIQUE :

UNE CHARGE ? NON, UNE CHANCE !

La fonction publique :

8 Être, ou devenir, agent public pour vous, c'est :

Numérotez chaque case dans l'ordre de vos préférences de 1 à 4

- avoir la sécurité de l'emploi
- exercer une mission d'utilité publique
- être « au service » de tous les citoyens
- être au contact direct de la population

9 Pensez-vous que le service public puisse jouer un rôle décisif :

Choisissez la réponse appropriée pour chaque élément :

	beaucoup	un peu	pas du tout
pour lutter contre le chômage			
pour assurer la réussite éducative de tous les jeunes			
pour l'accès à la culture			
pour l'accès à la santé			
pour garantir la justice			
pour garantir la sécurité des citoyens			
pour assurer plus d'égalité entre citoyens			
pour réduire les inégalités			

10 Comment pensez-vous que le service public puisse réduire les inégalités ?

Choisissez la réponse appropriée pour chaque élément :

	beaucoup	un peu	pas du tout
en étant présent et accessibles à tous sur tout le territoire			
en évitant le recours au secteur marchand pour ses missions			
en assurant à tous et partout l'accès aux biens essentiels (eau, santé, éducation...)			
en assurant la solidarité entre les citoyens			

11 Quelles autres voies voyez-vous pour que le service public participe à la réduction des inégalités :

Veuillez écrire votre réponse ici :



Le service public,
on l'aime, on le fait avancer !

Décentralisation

Les précédentes lois de décentralisation ont réparti des compétences entre État et collectivités territoriales.

12 Pensez-vous que l'État doit garder toutes ses missions actuelles ?

Veuillez sélectionner une seule des propositions suivantes :

- Oui
- Non

13 Pensez-vous que certaines des missions actuelles de l'État pourraient être assurées par les régions, les départements ou les intercommunalités ?

Veuillez sélectionner une seule des propositions suivantes :

- Oui
- Non

14 Si oui, quelles missions pourraient être transférées de votre point de vue ?

Veuillez écrire votre réponse ici :

15 Pensez-vous que certaines missions actuellement confiées aux régions, départements ou intercommunalités doivent être de nouveau assurées par l'État ?

Veuillez sélectionner une seule des propositions suivantes :

- Oui
- Non

16 Si oui, quelles missions devraient, selon vous, être à nouveau confiées à l'État ?

Veuillez écrire votre réponse ici :



Le service public, on l'aime, on le fait avancer !

Faire progresser les services publics

17 Pensez-vous que, dans le contexte actuel, on doive donner plus de moyens aux services publics ?

Veuillez sélectionner une seule des propositions suivantes :

- Oui
- Non

18 Si oui, comment ?

Numérotez chaque case dans l'ordre de vos préférences de 1 à 5

- en augmentant leur financement par une augmentation des impôts
- en augmentant leur financement par une politique volontariste de croissance
- en réduisant des dépenses non essentielles dans d'autres secteurs
- en augmentant leur financement en ayant recours à l'emprunt
- en faisant payer davantage les usagers y compris par des tarifs modulés

19 Quelles autres ressources voyez-vous pour donner plus de moyens au service public :

Veuillez écrire votre réponse ici :

20 D'une manière générale, quels sont, selon vous, les leviers sur lesquels on doit agir pour faire progresser les services publics ?

Numérotez chaque case dans l'ordre de vos préférences de 1 à 5

- par davantage de décentralisation
- en renforçant le rôle de l'État dans les territoires
- en réorganisant les services entre les différents territoires (région/département/commune)
- en prenant mieux en compte les situations locales
- en prenant mieux l'avis des agents et des usagers

21 Et dans votre secteur, sur lesquels doit-on agir ?

Numérotez chaque case dans l'ordre de vos préférences de 1 à 8

- en améliorant la formation,
- en augmentant les salaires,
- en améliorant les déroulements de carrières,
- en recrutant davantage d'agents,
- en reconnaissant mieux les spécificités des missions,
- en faisant évoluer les missions,
- en développant l'individualisation des carrières,
- en réinventant les missions peu ou mal assurées aujourd'hui.

22 Voyez-vous dans votre secteur d'autres leviers permettant de faire progresser les services publics ?

Veuillez écrire votre réponse ici :

Pourquoi ?

1. Il y a 6 ans le Congrès de la FSU a décidé de créer des sections fédérales de retraités à tous les niveaux. Ces sections visent à regrouper les retraités de tous les syndicats de la FSU pour ensemble dégager des revendications communes qui pourront devenir celles de la FSU actifs et retraités.

2. Des questions essentielles pour les retraités et les personnes âgées (PA) se gèrent au niveau départemental, du Conseil Général ou du Préfet; les sections départementales ont aussi leur spécificité. Ainsi la SFR-FSU 94 agit avec les autres organisations syndicales de retraités (UCR) ou les associations comme la Fédération Générale des Retraités de Fonction publique (FGR-FP).

3. Parce que sous la pression conjuguée du patronat, des forces politiques libérales et sans réactions gouvernementales se développe une campagne qualifiant les retraités de «privilégiés». Campagne d'autant plus intolérable que des millions de retraités ont du mal à boucler leur fin de mois, à faire face aux charges incompressibles. Dernièrement, les « restos du cœur » soulignaient l'entrée dans la grande pauvreté de plus en plus de retraités. La réalité c'est que 10% des retraités vivent sous le seuil de pauvreté, que plus de 8 millions d'entre eux perçoivent moins de 1100€ par mois. C'est pourquoi, la FSU s'est, dès Juillet, adressée au nouveau gouvernement, sur la base des engagements du candidat, pour examiner les modalités de leur traduction (perte d'autonomie, droits sociaux, pensions...). A cette heure, peu d'actes réels, hormis au contraire une nouvelle taxe de 0,3% sur leurs pensions. Taxe qui peut sembler « modeste » à certains mais qui rompt le principe de solidarité.

Pour quoi faire ?

Pour répondre aux attentes et éloigner le spectre de la division actifs/retraités, c'est de la solidarité intergénérationnelle dont nous avons tous besoins. C'est la tâche à laquelle, dans la FSU, s'est attelée la Section Fédérale des Retraités (SFR); en donnant tout son sens au syndicalisme retraité, (défense des droits sociaux comme de leurs droits de citoyens), en visant à faire reconnaître et garantir leur place dans la société.

La SFR94 a participé aux Journées d'automne de la SFR Nationale (14 et 15 novembre). . Au programme, débat sur le bénévolat auquel les retraités apportent tant, rencontre avec des syndicalistes portugais et allemands et échange avec 2 organisations de jeunes (Unef et Joc). Elle a invité des responsables nationaux de la SFR lors de journées d'études pour débattre :

Contact

Pour se tenir au courant des initiatives de la SFR et participer aux initiatives de la SFR tant nationale que départementale, et pouvoir recevoir les informations spécifiques, une adresse électronique sfrfsu94@orange.fr, n'hésitez pas à l'utiliser.

Le congrès 2013

La SFR 94 appelle les syndiqués retraités à participer aux commissions préparatoires et au Congrès départemental pour faire partager ses analyses et propositions par l'ensemble de la FSU et également pour renforcer les liens entre les syndiqués retraités et les syndiqués actifs.

Nous invitons toutes celles et tous ceux qui sont intéressés à ces questions à se retrouver **Mardi 22 janvier 2013 de 13h30 à 17h** pour une préparation collective des retraités à la Maison des Syndicats, Salle 510, 5ème étage.

Le collectif d'animation de la SFR-FSU 94

RESULTATS DES VOTES

2012	Vote d'Orientation Nationale								Vote d'orientation Départementale					
	Syndicats	Votants	BL/Nul	Expr	UA	EE	Emanc	URIS	FU	Votants	BL/Nul	Expr	UA	EE
EPA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0	1
SNAC	1	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SNASUB	18	2	16	10	0	0	0	6	6	0	6	2	3	
SNCS	4	0	4	4	0	0	0	0	0	1	0	1	1	0
SNE	1	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SNEP	90	6	84	79	3	0	1	1	90	6	84	83	1	
SNES	389	13	376	283	67	20	3	3	362	15	347	275	72	
SNESUP	22	0	22	19	3	0	0	0	15	0	15	12	3	
SNETAP	10	0	10	10	0	0	0	0	1	0	1	1	0	
SNICS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
SNPES-PJJ	9	0	9	1	6	1	1	0						
SNPI	2	0	2	2	0	0	0	0	1	0	1	1	0	
SNUACTE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
SNUAS-FP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
SDU-CLIAS	84	2	82	69	7	0	6	0	84	1	83	76	7	
SNUEP	5	0	5	3	1	0	1	0	8	1	7	6	1	
SNUIPP	205	13	192	123	60	8	0	1	205	10	195	126	69	
SNUITAM	1	0	1	0	1	0	0	0	1	0	1	0	1	
SNUTEFI	1	1	0	0	0	0	0	0	2	0	2	1	1	
Total	842	37	805	605	148	29	12	11	778	33	745	585	159	
%exprimés				75,15	18,38	3,6	1,49	1,36				78,52	21,34	

Le résultat du vote d'orientation nationale détermine le nombre de délégués par tendance au congrès départemental.
Le résultat du vote d'orientation départemental détermine le nombre de délégués par tendance au CDFD.
Pour ces 2 votes, UA arrive largement en tête avec plus de 75% des voix.

		Rapport d'activité National			Rapport d'activité Départemental		
		Exprimés	%		Exprimés	%	
Pour		600	74,53		597	78,65	
Contre		26	3,22		17	2,23	
Abstention		159	19,75		137	18,05	
Refus de vote		20	2,48		8	1,05	
Total		805			759		

RESULTATS DES VOTES

Fenêtres	Précarité		Elections pro ...	
	Exprimés	%	Exprimés	%
A	374	69,51	214	40,15
B	164	30,48	319	59,84
Total	538		533	

Fenêtres	Retraites		Elections pro	
	Exprimés	%	Exprimés	%
Rapp. départemental				
A	351	65,73	175	33,78
B	183	34,27	343	66,21
Total	534		518	

REPARTITION DES DELEGUES AU CONGRES DEPARTEMENTAL

PAR SYNDICAT

Syndicats	Adhérents	Délégués
EPA	2	1
SNAC	3	1
SNASUB	85	2
SNCS	64	1
SNE	4	1
SNEP	179	4
SNEPAP	2	1
SNES	1393	30
SNESUP	157	3
SNETAP	27	1
SNICS	8	1
SNPES-PJJ	37	1
SNPI	3	1
SNUACTE	7	1
SNUAS-FP	5	1
SNUCLIAS	685	15
SNUEP	84	2
SNUIPP	761	16
SNUITAM	4	1
SNUP-CDC	18	1
SNUPDEN	3	1
SNUTEFI	40	1
total	3571	87

PAR TENDANCE

Tendances	Voix	%	Délégués
UA	605	75,15	66
EE	148	18,38	16
Emanc.	29	3,6	3
URIS	12	1,49	1
FU	11	1,36	1
total	805		87





LA BANQUE DU MONDE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Pour vous occuper sereinement
de l'avenir des autres, nous vous aidons
à construire le vôtre.

photo : Getty Images

> Prêts immobiliers, crédits consommation, épargne, assurances,
tous les services d'une banque 100% éducation nationale

Crédit Mutuel
Enseignant
www.cine.creditmutuel.fr

Crédit Mutuel Enseignant en Ile de France
Créteil • Evry • Paris Quartier Latin • Paris Haussmann
Versailles • Paris la Défense
Tél. : 0820 09 99 89*

*0.12 € TTC/mois